



CONVENTION DE SOUTIEN A LA DIFFUSION D'ARTISTES  
DANS LE CADRE DU DISPOSITIF TOURNEE GENERALE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LE POLE REGIONAL DES MUSIQUES ACTUELLES (PRMA)

53, chaussée Royale – BP 18

97 861 SAINT-PAUL CEDEX

N°SIRET : 413 735 259 00033 – Code APE : 8552Z

Téléphone : 02 62 90 94 60 – Télécopie : 02 62 90 94 61

Représenté par \_\_\_\_\_, en qualité de \_\_\_\_\_

Ci-après dénommé le COORDINATEUR, d'une part,

L'EXPLOITANT DE LIEU DE SPECTACLE

Adresse :

N°SIRET :

Code A.P.E :

N° Licence 1 :

Téléphone :

Télécopie :

Représenté par \_\_\_\_\_

En sa qualité d'exploitant de lieu de spectacle dans l'établissement

\_\_\_\_\_.

Ci-après dénommé l'EXPLOITANT, d'autre part

LE DIFFUSEUR

Adresse :

N°SIRET :

Code A.P.E :

N° Licence 3 :

Téléphone :

Télécopie :

Représenté par \_\_\_\_\_

En sa qualité de diffuseur de spectacle

Ci-après dénommé LE DIFFUSEUR, d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV : AVANT-PROPOS :

Dans le cadre de sa mission de structuration du secteur musical réunionnais, le Pôle Régional des Musiques Actuelles est en charge de la gestion d'un fonds d'aide à l'embauche artistique faisant partie du dispositif "Tournée Générale". Ce dispositif, initié et mis en place par le KABARDOCK depuis 2009, puis coordonné par le Pôle Régional des Musiques Actuelles depuis 2012, est soutenu par le CONSEIL RÉGIONAL, la SACEM, la DAC OI et le FCM dans une volonté commune de développer le réseau des Cafés-Culture à la Réunion, soutenir la diffusion des artistes au niveau local et améliorer à la fois la qualité de diffusion des établissements et les conditions matérielles et techniques d'accueil des artistes.

Le COORDINATEUR est éditeur et propriétaire de l'interface de coordination du dispositif « TOURNEE GENERALE » accessible en ligne sur le site : [www.tourneegenerale.re](http://www.tourneegenerale.re).

L'EXPLOITANT est signataire de la charte "Tournée Générale" et répond aux critères d'inscription dudit dispositif. C'est dans ce contexte qu'il bénéficie d'un soutien à la diffusion dans son établissement. Il déclare être en accord avec le DIFFUSEUR pour que celui-ci programme des spectacles dans l'établissement.

LE DIFFUSEUR est signataire de la charte "Tournée Générale" et répond aux critères d'inscription dudit dispositif. C'est dans ce contexte qu'il bénéficie d'un soutien à la diffusion dans l'établissement. Il déclare être en accord avec L'EXPLOITANT pour programmer des spectacles dans son établissement.

#### ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit les conditions dans lesquelles les parties en présence conviennent de leur partenariat dont l'objectif est la mise en place d'un soutien à la diffusion de spectacles au sein de l'établissement. Ce partenariat concerne les activités de :

Diffusion : le COORDINATEUR soutient la diffusion d'artistes dans le réseau des Cafés-Culture partenaires du dispositif "Tournée Générale".

Communication : Le DIFFUSEUR et L'EXPLOITANT s'engagent à offrir une visibilité au label régional "Tournée Générale" ainsi qu'aux partenaires du dispositif par l'intermédiaire d'un affichage visible des logos et visuels fournis par le COORDINATEUR, ainsi que dans toutes les actions de communication engagées dans le cadre de l'action.

#### ARTICLE 2 : LIEU D'EXÉCUTION ET CHAMPS D'APPLICATION

L'activité de diffusion se tiendra dans l'établissement, et pourra concerner chacun des groupes de musique dont le spectacle a été inscrit par leur producteur dans le catalogue du dispositif « Tournée Générale ».

#### ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU COORDINATEUR

Dans le cadre de la présente convention, le COORDINATEUR s'engage à :

- Assurer le fonctionnement technique du site [www.tourneegenerale.re](http://www.tourneegenerale.re)
- Gérer le contenu éditorial du site [www.tourneegenerale.re](http://www.tourneegenerale.re)
- Effectuer les paiements en faveur du PRODUCTEUR en application des principes généraux de fonctionnement du dispositif tels que décrits dans l'article 6 ci-après.



#### ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE L'EXPLOITANT DE LIEU DE SPECTACLE

Dans le cadre de la présente convention, l'EXPLOITANT s'engage à :

- Assumer les responsabilités afférentes à l'utilisation de sa licence d'entrepreneur du spectacle de première catégorie.
- Fournir toute pièce administrative nécessaire à la mise en place de la présente convention et à son application.

#### ARTICLE 5 : ENGAGEMENT DU DIFFUSEUR

Dans le cadre de la présente convention, le DIFFUSEUR s'engage à :

- Assumer les responsabilités afférentes à l'utilisation de sa licence d'entrepreneur du spectacle de troisième catégorie.
- Fournir toute pièce administrative nécessaire à la mise en place de la présente convention et à son application.

#### ARTICLE 6 : PRINCIPES GÉNÉRAUX DE FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF

6a: Le fonds d'aide à l'embauche artistique

Le fonds d'aide à l'embauche artistique est mis en place pour aider les producteurs à rémunérer les artistes programmés dans les Cafés-Culture partenaires du dispositif "Tournée Générale".

Les producteurs devront respecter les règles de gestion du dispositif décrites ci-après (cf.: article 6b) pour prétendre à l'aide à l'embauche établie à un montant forfaitaire de 118€

Le Fonds d'aide à l'embauche artistique bénéficie indirectement à L'EXPLOITANT et au DIFFUSEUR qui sont en mesure de programmer des spectacles dans l'établissement dans le respect du droit pour une fraction du coût artistique total du spectacle. Leur participation financière sera précisée dans les contrats de cession établis entre les producteurs des spectacles et le DIFFUSEUR. Pour que les producteurs des spectacles aient la possibilité de respecter leurs engagements, les contrats de cession ne pourront pas porter sur un montant inférieur à 60€ net par artiste rémunéré.

L'aide sollicitée pour chacun des concerts sera facturée au Pôle Régional des Musiques Actuelles par le producteur du spectacle. Il dispose d'un délai de 60 jours à l'issue de la représentation pour transmettre l'ensemble des pièces justificatives donnant droit au versement de l'aide (cf. article 6b).

6b: Règles de gestion du dispositif et transmission des pièces justificatives Seuls les spectacles dont la réservation a été faite via la plate-forme de programmation en ligne sur le site [www.tourneegenerale.re](http://www.tourneegenerale.re) pourront faire l'objet d'une demande d'utilisation du fonds d'aide à l'embauche artistique.

Seuls les intervenants déclarés comme faisant partie du spectacle dans le contrat de cession qui existe entre le producteur et le diffuseur du spectacle pourront faire l'objet d'une demande d'utilisation du fonds d'aide à l'embauche artistique.

Les coordonnées des intervenants devront être renseignées de façon précise et exacte sur la plate-forme de programmation [www.tourneegenerale.re](http://www.tourneegenerale.re).

Le Producteur devra produire les fiches de paye, le contrat de cession signé ainsi que la facture correspondant au montant à verser par le Pôle Régional des Musiques Actuelles pour chaque concert dans un délai de 60 jours après la tenue de celui-ci. Dans le cas contraire, le dossier sera considéré comme "périmé" et aucun recours ne sera possible de la part du Producteur.

#### 6c: La plate-forme de programmation en ligne

Le dispositif "Tournée Générale" se dote d'une interface de gestion en ligne. Sur cette plate-forme de programmation en ligne, les groupes de musique sont représentés par le producteur de leurs spectacles, les cafés-cultures sont représentés par leur programmateur en sa qualité de DIFFUSEUR.

Après instruction du dossier d'inscription complet, le Pôle Régional des Musiques Actuelles inscrira les producteurs et les Cafés-Cultures sur la plate-forme de programmation. Producteurs et programmeurs obtiendront alors un couple Identifiant/Mot de passe leur donnant un accès personnalisé au dispositif.

Les utilisateurs de cette plate-forme s'engagent à maintenir les informations les concernant à jour en permanence. L'utilisation de cette plate-forme conditionne l'accès au fonds d'aide à l'embauche artistique.

Le producteur d'un spectacle est responsable du renseignement des informations sur les intervenants du spectacle.

Si un producteur souhaite inscrire plusieurs spectacles, il devra obtenir, selon la même démarche d'inscription au dispositif, un identifiant par spectacle.

Les producteurs s'engagent à ne pas donner de représentation du même spectacle 15 jours avant et 15 jours après avoir joué dans un établissement de la "Tournée Générale", dans une distance de 15 km de cet établissement.

Le producteur et le diffuseur d'un spectacle s'engagent à communiquer sur les dates des représentations par tous les moyens dont ils disposent habituellement.

Un même spectacle ne pourra bénéficier de l'aide à l'embauche artistique qu'une fois par mois dans un même établissement.

#### ARTICLE 7 : DROITS A L'IMAGE

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord préalable particulier.

#### ARTICLE 8 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée à compter de la date de signature jusqu'à épuisement du fonds d'aide à l'embauche artistique disponible.

LE COORDINATEUR informera l'EXPLOITANT et le DIFFUSEUR de toute suspension temporaire ou définitive de l'utilisation du fonds d'aide à l'embauche artistique par un affichage sur la plateforme de coordination [www.tourneegenerale.re](http://www.tourneegenerale.re)

LE COORDINATEUR pourra suspendre de plein droit l'utilisation du fonds d'aide en cas de non-respect de l'un ou l'autre des principes énoncés dans la présente convention, et plus généralement des principes d'adhésion à la charte "Tournée Générale".

#### ARTICLE 9 : ASSURANCES

Chacun des co-contractants devra justifier d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle et celle des personnes dont il a la charge.

#### ARTICLE 10 : ANNULATION DE LA CONVENTION

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

#### ARTICLE 11 : LITIGE

Les tribunaux de Saint-Denis de la Réunion sont compétents pour tout litige après épuisement des voies amiables.

Fait à Saint-Denis, en trois exemplaires, le

LE DIFFUSEUR

L'EXPLOITANT

LE COORDINATEUR  
Le Directeur du PRMA

## ANNEXES EXPLICATIVES : Calcul du montant d'aide à l'embauche

Considérant que les producteurs participants au dispositif "Tournée Générale" sont susceptibles d'adhérer à l'une des trois conventions collectives suivantes :

- Convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles (dite "SYNDEAC") du 1er janvier 1984 étendue par arrêté ministériel du 4 janvier 1994 ;
- Convention collective nationale régissant les rapports entre les entrepreneurs de spectacles et les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, de variétés et musiciens en tournées (dite "des tourneurs") du 7 février 2003, étendue par arrêté ministériel du 20 octobre 2004 ;
- Convention collective nationale de la branche chanson, variétés, jazz, musiques actuelles du 30 avril 2003, non étendue.

Le cachet minimum imposé par la SYNDEAC pour un artiste se produisant dans un Café-Culture s'élève à 99,25€ brut. C'est sur cette base minimum la plus élevée des trois conventions que le Pôle Régional des Musiques Actuelles décide d'appliquer les règles d'utilisation du fonds d'aide à l'embauche artistique dans le cadre de "Tournée Générale".

Pour un cachet isolé (équivalent à une cotisation sociale de 12h) le salaire net de l'artiste est de 78,27€ et le coût employeur de 151,11€ 1TTC<sup>1</sup>. Or, l'étude des pratiques des Cafés-Culture à la Réunion nous apprend qu'en 2011, les établissements versent en moyenne 59€ net par artiste. Par conséquent le montant d'aide à l'embauche est fixé à (151,11-59,00=) 92,11€ par cachet.

Afin de valoriser le travail du producteur de chacun des spectacles, le fonds de compensation versera un montant forfaitaire de 25,89€ par embauche pour le travail de production.

Le montant total de l'aide à l'embauche s'élève à 118€ par musicien embauché et par représentation.

---

<sup>1</sup> Base susceptible d'évoluer et non contractuelle appliquée dans le calcul théorique initial du montant compensatoire